

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Croix ; A PARIS, chez MM. Havas, Laflotte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 4 JUILLET 1871

Élections du 2 juillet 1871.

Résultat général du département du Nord.

	FAIDHERBE	TESTELIN
Ar. de Lille	33,767	31,942
Ar. d'Arras	6,212	5,936
Ar. de Cambrai	18,459	14,154
Ar. de Douai	5,610	4,623
Ar. de Dunkerque	4,452	4,235
Ar. de Hazebrouck	8,781	7,061
Ar. Valenciennes	16,823	17,132
TOTAUX	96,404	85,083

	DE NÉDONCHEL	ALF. DUPONT
Ar. de Lille	12,081	11,419
Ar. d'Arras	1,607	1,482
Ar. de Cambrai	5,993	2,987
Ar. de Douai	2,032	1,068
Ar. de Dunkerque	1,314	1,158
Ar. de Hazebrouck	9,817	9,090
Ar. Valenciennes	4,122	5,551
TOTAUX	36,966	32,755

RÉSULTAT DES CANTONS DE ROUBAIX

	FAIDHERBE	TESTELIN
Roubaix (ville)	4,417	4,237
Wattrelos	210	192
Croix	283	170
Wasquehal	319	204
TOTAUX	5,229	4,903

	DE NÉDONCHEL	ALF. DUPONT
Roubaix (ville)	1,476	1,521
Wattrelos	674	673
Croix	111	116
Wasquehal	161	165
TOTAUX	2,422	2,475

VILLE DE ROUBAIX.

Résultats par bureaux.

Canton de Roubaix-Est.

1er bureau (Mairie).
Inscrits : 1,800.
Votants : 1,116.

MM. Faidherbe,	844.
Testelin,	820.
Dupont,	267.
De Nédonchel,	260.
Voix diverses,	8.

2e bureau (salle des Pompiers).
Inscrits : 1,801.
Votants : 1,107.

MM. Faidherbe,	822.
Testelin,	787.
Dupont,	283.
De Nédonchel,	275.

3e bureau (Ste-Elisabeth).
Inscrits : 1,837.
Votants : 1,186.

MM. Faidherbe,	829.
Testelin,	787.
Dupont,	373.
De Nédonchel,	352.

Canton de Roubaix-Ouest.

1er bureau (Ecole du Trichon).
Inscrits : 1,400.
Votants : 607.

MM. Faidherbe,	654.
Testelin,	635.
Dupont,	210.
De Nédonchel,	205.

2e bureau (Ecole Notre-Dame).
Inscrits : 1,400.
Votants : 812.

MM. Faidherbe,	630.
Testelin,	599.
Dupont,	197.
De Nédonchel,	179.
Voix diverses,	3.

3e bureau (Cul-de-Four).
Inscrits : 1,413.
Votants : 825.

MM. Faidherbe,	638.
Testelin,	609.
Dupont,	194.
De Nédonchel,	185.
Voix diverses,	6.

VILLE DE TOURCOING.

(CANTON NORD)

Electeurs inscrits	2467
Votants	1628
MM. Faidherbe	1402
Testelin	1330
Dupont	264
De Nédonchel	257
Voix diverses	3

BOUSBECQUES

Electeurs inscrits	507
Votants	420
MM. Faidherbe	24
Testelin	20
Dupont	393
De Nédonchel	395
Voix diverses	3

HALLUIN

Electeurs inscrits	745
Votants	745
MM. Faidherbe	284
Testelin	272
Dupont	463
De Nédonchel	462

LINSELLES

Electeurs inscrits	974
Votants	764
MM. Faidherbe	159
Testelin	149
Dupont	611
De Nédonchel	608
Voix diverses	1

NEUVILLE.

Electeurs inscrits	368.
Votants	321.
MM. Faidherbe,	131.
Testelin,	127.
Dupont,	186.
De Nédonchel,	191.
Voix diverses,	2.

RONCQ.

Electeurs inscrits	782.
Votants	588.
MM. Faidherbe,	362.
Testelin,	356.
Dupont,	232.
De Nédonchel,	230.

CANTON SUD.

Electeurs inscrits	4,365.
Votants	3,088.
MM. Faidherbe,	2,281
Testelin,	2,168
Dupont,	848
De Nédonchel,	809

BONDUES.

Electeurs inscrits	821.
Votants	525.
MM. Faidherbe,	282
Testelin,	263
Dupont,	248
De Nédonchel,	243
Voix diverses,	7

MARCO.

Electeurs inscrits	1171
Votants	724
MM. Dupont	185
Faidherbe	549
De Nédonchel	171
Testelin	531
Voix diverses	6

MOUVEAUX

Electeurs inscrits	619
Votants	363
MM. Dupont	163
Faidherbe	205
De Nédonchel	160
Testelin	182
Voix diverses	4

RÉSULTAT GÉNÉRAL

DES DEUX CANTONS DE TOURCOING

Electeurs inscrits	11074
Votants	8166
MM. Dupont	3593
Faidherbe	5679
De Nédonchel	3526
Testelin	5398
Voix diverses	26

CAMBRAI.

MM. Faidherbe,	26,297
Testelin,	24,632
Dupont,	5,424
De Nédonchel,	4,012

DOUAI.

MM. Faidherbe,	14,755
Testelin,	11,952
Dupont,	5,712
De Nédonchel,	3,354

HAZEBROUCK

MM. Faidherbe	9876
Testelin	9268
Dupont	12417
De Nédonchel	11078

DUNKERQUE

MM. Faidherbe	7725
Testelin	7210
Dupont	6204
De Nédonchel	5882

AVERNES.

MM. Faidherbe,	7,672.
Testelin,	8,225.
Dupont,	2,167.
De Nédonchel,	2,288.

LILLE.

MM. Faidherbe,	47,762.
Testelin,	34,652.
Dupont,	20,560.
De Nédonchel,	19,512.

Le général Faidherbe est nommé dans les départements de la Somme et du Pas-de-Calais.

Dépêche Télégraphique

Service particulier du Journal de Roubaix

Paris, 3 juillet 1871. 12 h. 30.

Les résultats approximatifs connus de 34 départements, non compris la Seine, donnent comme probable 56 élections appartenant aux listes républicaines et 12 élections appartenant aux conservateurs.

Nous lisons dans le Figaro du 3 :

Au moment de mettre sous presse, nous recevons communication des résultats sommaires des 1^{er}, 2^e, 7^e, 8^e, et 9^e arrondissements. A en juger par l'appel des noms, la liste de l'Union parisienne passe à une grande majorité dans ces arrondissements.

Les noms de MM. Gambetta, Corbon, Coquerel, Deschanel et Scheurer (?) sont ceux qu'on entend le plus ensuite.

Voir aux dernières nouvelles

LES PETITES ÉGLISES POLITIQUES

Lorsque dans la séance de l'Assemblée nationale du 28 juin, M. le ministre des finances a annoncé que l'emprunt de deux milliards a été couvert en quelques heures et que le chiffre des souscriptions dépasse 4 milliards 1/2, un député de la gauche s'est écrié : « Voilà un miracle du crédit républicain ! »

Décidément les partis auront toujours, dans leurs rangs, des ours pour lancer sur leur nez les plus lourds pavés ! Le brave gaucher, dont nous ne voulons pas même savoir le nom, n'a pas craint qu'un drotier lui répliquât que le seul miracle que le crédit républicain ait encore réalisé de nos jours est celui de l'emprunt Laurier-Morgan négocié à 8 1/2 0/0, avec accessoires de commissions et pots de vin, et qu'en dépit de ces condiments bancocratiques, n'a jamais pu se mettre sur ses deux pieds dans aucune bourse de l'Europe.

Il serait temps pourtant de renoncer à ces finesses cousues de fil blanc, de fermer ces petites églises politiques, où un certain nombre de niais assistent dévotement à des messes démocratiques célébrées par un nombre heureusement limité de roués. Eh ! non, bonnes gens, il n'y a pas plus aujourd'hui de crédit républicain qu'il n'y avait de crédit bonapartiste alors que la France souscrivait sept milliards lorsque l'Empire ne lui en demandait qu'un et demi. Il y a le crédit de la France qui reste debout sous tous les régimes, en dépit des fautes et des malversations de tous les partis.

Si l'emprunt de deux milliards s'est fait avec un entrain si étonnant, c'est d'abord parce que la France est plus riche qu'on n'a jamais pu se l'imaginer ; c'est ensuite parce que l'attrait d'un intérêt de 6 1/4 pour cent assuré est de force à faire sortir des plus profondes cachettes et des meilleurs placemens tous les capitaux du monde entier ; c'est enfin et surtout parce que la France est rentrée en possession d'elle-même, sous un Gouvernement solide en dépit de son caractère provisoire, ayant à la fois la volonté et le pouvoir de maintenir l'ordre et de permettre au travail de reprendre paisiblement.

Tels sont les motifs sérieux et vrais de l'empressement avec lequel les capitaux ont couru à l'emprunt de deux milliards. Le patriotisme y a eu certainement sa large part ; mais à lui seul il n'aurait pu couvrir de l'emprunt qu'une portion insignifiante ; car les patriotes ont plus de cœur que d'argent.

La France a repris confiance en elle-même et le monde a repris confiance en la France : là est non pas le miracle invoqué par des gens qui ne croient pas en Dieu — mais le résultat heureux qui doit nous rendre fiers pour notre pays, et nous décider à étonner enfin le monde par notre sagesse, après l'avoir épouvané par notre folie. — E. MOUTET.

Paris sous la Commune.

La Revue des Deux-Mondes, dans son numéro du 1^{er} juillet, publie une intéressante étude dont nous croyons devoir reproduire la conclusion :

L'espoir d'intimider la presse fut une des illusions constantes et des plus grossières illusions de la Commune. Elle eût voulu donner à son règne l'apparence d'une presse libre. Elle eût d'abord recouru aux menaces, puis elle laissa agir « la justice du peuple. » C'est-à-dire l'irruption des gardes nationaux dans les bureaux et dans les imprimeries des journaux mal pensants ; elle pratiqua ensuite des suppressions honteuses, pour ainsi dire, qu'elle s'abstint de publier : c'est assez tard que, reconnaissant l'impuissance de ses efforts, elle prit la responsabilité officielle de ses actes de rigueur. Elle n'y gagna rien. Les journaux qu'elle laissait vivre se faisaient un honneur de la traiter avec moins de ménagement, pour qu'on ne crut pas qu'ils achetaient son indulgence ; ceux qu'elle condamnait à mort ressuscitaient au bout de quelques jours avec le même format, le même cadre et une opposition non moins vive. Le titre seul était modifié. Telle feuille a eu l'honneur de quatre suppressions successives, sous quatre titres différents, elle ne s'arrêta que lorsque la publication de tout nouveau journal fut rigoureusement interdite sous peine d'être déferé à une cour martiale ; mais son énergique rédacteur en chef ne s'arrêta pas. Depuis plus d'un mois, il était pourchassé par une police, enfantine dans sa brutalité même, qui ne parvenait à l'atteindre ni dans sa personne, ni dans les articles qu'il envoyait chaque jour à l'imprimerie. Quand il ne put plus se servir de sa plume, il se tint prêt à reprendre son fusil ; il fut un des premiers parmi les gardes nationaux qui se rallièrent aux troupes ; il était auprès du commandant Durouchoux lorsque celui-ci fut tué, et lui-même fut atteint d'une balle.

Les honnêtes gens qui, pendant ces deux mois de tyrannie, ont donné tant de preuves de patriotisme et de vrai courage, sauront-ils garder le fruit de la dure leçon qu'ils ont reçue, et qu'ils ont paru comprendre ? Les premiers jours qui ont suivi la délivrance, on ne lisait sur presque tous les visages que la joie de se retrouver sain et sauf, et la colère contre ces bandits à qui le temps seul semblait avoir manqué pour réduire Paris en cendres. Ces deux sentiments, dépassaient même toute mesure dans quelques-unes de leurs manifestations, et de la part d'une population qu'une tâche commune semblait encore souiller tout entière, ils pouvaient avoir une apparence de bassesse. Un journal crut pouvoir rappeler avec un douloureux à propos l'énergique tableau que fait Tacite, de l'aspect de Rome après la chute de Vitellius. L'attitude est devenue plus servée et plus digne ; elle est devenue plus sage ? Le mouvement électoral a ravivé les vieilles querelles et fait perdre de vue les plaies récentes. On a recommencé à Paris, comme dans toute la France, à se diviser sur des mots et sur des noms propres. C'est notre plus triste avançie, et si nous n'y prenons pas garde, notre signe le plus viable de décadence. Ce n'est pas sans raison qu'on nous a comparés à ces Byzantins qui, dans les heures de répit que leur laissaient les Turcs, revenaient à leurs subtilités théologiques. Quand la guerre civile sévissait autour de Paris, le reste du pays, oubliant qu'il s'agissait de ses intérêts les plus pressants, transformait des élections municipales, où les affaires locales devaient seules être en jeu, en un débat sur des questions de politique transcendante. Il s'agissait de savoir quel est le vrai fondement de la souveraineté, s'il y a une forme de gouvernement supérieure au suffrage universel, si la république doit être acceptée pour sa nécessité présente ou pour sa légitimité ab-

solue. Quiconque n'avait pas une opinion arrêtée sur tous ces points était incapable de prendre part à l'administration de son village ou de sa ville. Les élections complémentaires pour l'Assemblée nationale ne pouvaient que faire renaitre les mêmes débats. En vain, les ruines toujours fumantes nous orientées qu'il faut courir au plus pressé, conserver ce qui tient encore pour raffermir ce qui chancelle et relever ce qui est par terre, qu'il est insensé de se quereller sur l'avenir et sur l'absolu quand le présent a besoin de tous nos efforts ; en vain, un homme que la confiance du pays a placé à la tête de ses affaires nous donne-t-il avec instance le même conseil : toutes les questions qu'il serait urgent de résoudre nous laissent indifférents ; nous n'avons à cœur que de discuter les bases d'une constitution dont beaucoup réclament et dont presque tous acceptent l'ajournement. Quand nous laissons un instant reposer les questions de principe, nous soulevons avec aussi peu d'opportunité les questions de personnes ; nous nous complaisons dans les débats rétrospectifs sur les fautes qu'a pu commettre, il y a quelques mois ou quelques années, parfois même il y a près d'un siècle, tel homme d'Etat ou tel général, et toutes nos passions sont en jeu dans ce qui ne devrait être qu'une appréciation historique réservée pour les temps calmes.

Paris est une ville trop française pour ne pas retomber dans la même manie ; les divisions lui sont trop naturelles pour qu'il ne l'exagère pas encore. Ce qui fait à la fois son charme et son malheur, c'est que chacun peut s'y faire une société de son choix assez large pour qu'on s'y renferme sans y étouffer. On n'y a pas, comme en province, surtout dans les petites villes et dans les campagnes, des relations forcées avec des hommes de toute condition et de toute éducation ; il en résulte que les différentes couches de la population restent sans liens entre elles, sans habitudes communes qui leur permettent de s'entendre et d'agir les uns sur les autres. Même éparpillément pour les nuances d'opinions.

Chacune est représentée par un groupe assez nombreux pour se faire illusion sur sa faiblesse, et ne pas sentir le besoin de se rapprocher des groupes les moins distants. De là bien des malentendus qui ont été pour beaucoup dans les folies que nous expions, et qui menacent de nous laisser de nouveaux sujets de repentir. Il s'est fait cependant un progrès sensible. L'accord se réalise aisément dans les réunions électoraux sur presque toutes les questions pratiques ; il ne menace de se rompre que lorsque surgit tout à coup un de ces malentendus qui ont le privilège de nous faire perdre notre bon sens. Le souvenir de l'abîme d'où nous sortons à peine est le meilleur et peut-être le seul remède à ces accès de déraison ; quel plus fort lien que des souffrances endurées en commun et réclamant les mêmes moyens de salut ? Dans un de ses nombreux comités qui se sont formés en vue des élections prochaines, on discutait, conformément à la manie française, une déclaration de principe. Un des assistants fit remarquer qu'il y manquait le point le plus essentiel, — le souvenir de la Commune. On se récria : à quoi bon une telle mention ? La Commune est morte. — Eh ! bien, elle se perpétue dans les idées fausses, dans les passions sauvages qu'elle représentait, et qu'elle n'a pas emportées dans sa chute ; ne saurons-nous pas faire durer aussi le seul bien qu'elle ait produit. — Ce large parti de l'ordre où elle a fait entrer tous ceux qu'ont révoltés ses excès, et dont la nécessité n'a pas disparu avec elle ?

EMILE BEAUSSEIRE.

Nous avons publié, il y a quelques jours, dans le compte-rendu de l'Assemblée nationale, une analyse extrêmement courte du discours prononcé dans la séance du 27 juin par M. d'Audiffret-Pasquier, sur les travaux de la grande commission nommée pour examiner les marchés passés par l'administration de la guerre, sous la dictature Gambetta. Nous devons revenir aujourd'hui sur ce discours, qui ne saurait être trop signalé à l'attention publique. « Immoralité scandaleuse, » tel est le spectacle devant lequel s'est trouvée la commission. Sous la République, on a mis en pratique les leçons données pendant dix-huit ans par l'empire : on a volé, on a volé encore, on a effrontément volé.

Un premier rapport, présenté par M. Riant, ouvre la série des révélations, et c'est un consul général de France à